

SHORT NEWS

L'Etat condamné pour abus de pouvoir

Sur sa page web, Claude Weber évoque la pratique de la « lettre de cachet » sous l'Ancien régime. La suspension de ce conservateur de la Bibliothèque nationale (BNL) en 1999 avait défrayée la chronique. La ministre de la culture de l'époque, Erna Hennicot-Schoepges, avait voulu statuer un exemple en se débarrassant de ce fonctionnaire en désaccord avec le projet d'annexe délocalisée de la BNL. Weber a attendu pendant plus de quatre ans de pouvoir s'expliquer sur les reproches qui lui étaient adressés. En 2004, le nouveau ministre François Biltgen l'a réintégré - mais sans le réhabiliter. C'est désormais chose faite. Le jugement de juin 2007 du tribunal d'arrondissement dans cette affaire est définitif, puisque le délai de recours vient d'expirer. Le tribunal a retenu que « les actes et omissions » ayant conduit à la suspension de près de cinq années de l'intéressé « constituent un fonctionnement défectueux des services de l'État ». « Même au Grand-Duché de Luxembourg, la lettre de cachet est contraire à la loi », constate avec satisfaction Weber sur son site. Plus d'informations : [www.bnl-facts.org](http://www.bnl-facts.org)

Realjournalismus

Jetzt ist es also soweit: Luxemburg hat seine zweite Gratis-Tageszeitung und die meist frequentierten Bürgersteige sind entsprechend mit jeweils zwei Verteilerkästen verbarrikadiert. Während beim „L'Essentiel“ das Wesentliche, spricht die weniger verhüllten Damen auf der Seite Eins erscheinen, gibt sich das Pendant der Bistumspresse etwas zurückhaltender: Hier muss mann schon einige Seiten weiter suchen, um die Kylies, Shakiras usw. in Augenschein nehmen zu können. Wagemutiger ist der „Point24“, wenn es um publizistische Scoops geht. So wurden in der ersten Ausgabe, die am Dienstag erschien, erstmals die vollen Namen der beiden als Bombenleger verdächtigten Polizisten veröffentlicht. Die seriöse Wort-Redaktion konnte so genüsslich auf die - gratis mitverteilte - Schwesterzeitung verweisen, ohne gleich beim Hauspfarrer zur deontologischen Beichte erscheinen zu müssen. Anders als noch im Sommer in einem Paperjam-Interview versprochen, musste sich der Sankt-Paulus-Chef dem Dikta der ökonomischen (Un-)Vernunft, beugen. Bei Gratiszeitungen entscheidet nicht die journalistische Qualität, sondern die ökonomische Durchsetzungsfähigkeit. Ob die grauen oder die blauen Kästen als erstes abmontiert werden, darüber darf nach Lust und Laune spekuliert werden.

Ökoautos - nicht nur für Reiche

Gibt es Wagen, die ökologisch besser sind als der Marktdurchschnitt, ohne unvertretbare Kosten zu verursachen? Die auf die Förderung nachhaltiger Konsumgüter spezialisierte Initiative Ecotopten hat im Automarkt eine Auswahl getroffen. Wer sich für ein sparsames Auto entscheide, könne einen persönlichen Beitrag zum Klimaschutz leisten, so Ecotopten in einem Pressecommuniqué. Die empfohlenen Fahrzeuge sparten nicht nur Klimagase, sondern auch Sprit- und Unterhaltskosten. Die Liste auf [www.ecotopten.de](http://www.ecotopten.de) reicht von dem Kleinwagen Toyota Aygo über das Kompaktnmodell Skoda Fabia II 1.2 bis zum Familienauto Honda Civic 5dr. Bei der Bewertung fließt die Umweltnote des durch seine Auto-Umweltliste bekannten Verkehrs-Clubs Deutschland (VCD) zu 50 Prozent ein. WissenschaftlerInnen des Öko-Instituts haben zusätzlich die jährlichen Gesamtkosten ermittelt. Wer meint, aufgrund der günstigen Spritpreise in Luxemburg lohne sich die Anschaffung eines Sparautos weniger, irrt. In Deutschland machen die Kraftstoffkosten mit 10 bis 15 Prozent nur einen geringen Anteil an den jährlichen Gesamtkosten aus, in Luxemburg noch weniger. Der Rest entfällt auf Anschaffungskosten, Versicherung, Reparaturen und Steuern. Letztere dürften seit der Autosteuer-Reform in beiden Ländern vergleichbar sein. Erinnert sei auch an die geplante Prämie von 750 Euro für Wagen, die weniger als 120 Gramm CO<sub>2</sub> pro Kilometer ausstoßen - was auf einen guten Teil der Ecotopten-Autos zutrifft.

AVIS

Ministère des Travaux publics  
Administration des Ponts et  
Chaussées  
Division Centrale de la Voirie

Avis d'adjudication

Ouverture de la soumission: **mercredi 19 décembre 2007 à 10:30 heures**,  
38, bvd de la Foire  
L-2012 Luxembourg

Réseau routier - SERVICES  
REGIONAUX DE REMICH ET  
GREVENMACHER -

Objet: **Travaux d'entretien à exécuter dans le cadre du développement durable et de la réinsertion sociale**

Envergure: CRITERES DE SELECTION  
capacités financières, économiques  
et techniques:

- avoir réalisé ces trois dernières années un chiffre d'affaires annuel égal ou dépassant les 2 millions d'euros  
disposer en cas d'attribution des travaux:
- d'une équipe spécialisée composée d'un ingénieur paysagiste ou forestier,
- d'un détenteur d'un diplôme universitaire dans une branche psychologique ou pédagogique et
- d'un éducateur
- d'ouvriers sous CAE (contrat d'appui-emploi) respectivement sous CIE (contrat d'initiation à l'emploi),
- d'un concept d'encadrement social et professionnel des ouvriers sous CAE respectivement sous CIE,
- d'une déclaration formelle attestant la prise de connaissance de l'engagement et du respect des dispositions de l'article L-543-16 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi

Début/Durée prévisible: Année  
budgétaire 2008

Les documents sont à la disposition des intéressés au 26 de la rue Nicolas Adames à L-1114 Luxembourg les jours ouvrables de 8h30 à 11h30 et de 14h00 à 16h00 à partir du 26 novembre 2007. Les pièces de soumission ne peuvent être délivrées que jusqu'à 16h00 du mercredi 12 décembre 2007. Il ne sera procédé à aucun envoi des documents. Les offres sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission ou à expédier à la B.P. 20 / L-2010 Luxembourg conformément à la législation et à la réglementation sur les

marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Luxembourg, le 24 novembre 2007  
Le Ministre des Travaux publics  
Claude Wiseler



Avis d'adjudication

Ouverture de la soumission:  
**lundi 17 décembre 2007 à 11:00 heures**, Le Fonds Belval  
6, Av. des Hauts fourneaux  
L-4362 Esch/Alzette

**Mission de coordinateur de sécurité et de santé dans le cadre de la construction de la Maison du Savoir - bâtiment de l'enseignement de l'Université de Luxembourg à Belval. Cette mission se fait conformément au règlement grand-ducal du 4 novembre 1994 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en oeuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles,**

Objet: **Services de coordination de sécurité et de santé**

Envergure: Cosntruction d'un bâtiment d'une surface de +/- 50.000m<sup>2</sup>

Début/Durée prévisible: Durée prévisible +/- 36 mois

Les dossiers de soumission seront expédiés aux candidats

Les offres portant l'inscription 'Soumission pour...' sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Esch-sur-Alzette, le 19 novembre 2007.  
Germain Dondelinger  
Président du Conseil d'Administration